N° 7 23 août 1973

lip unité

Bulletin d'informations des Travailleurs de chez LIP, publié par la Commission « Popularisation ».

Adresse pour tout courrier : LIP - U. D. C. G. T., 11, rue Battant, 25 Besançon - U. L. C. F. D. T., 3, rue Champrond, 25 Besançon.

Le défi du pouvoir. La riposte des travailleurs. Notre " nouvelle usine ". Ce qui s'est passé à Palente le soir. Les véritables négociations n'ont pas commencé. Une nouvelle arme : notre film

Grâce à notre unité et grâce au soutien renforcé que nous avons reçu depuis le 14 août nous avons relevé le défi que les pouvoirs publics et le patronat nous ont lancé en envoyant des gendarmes mobiles et des C.R.S. occuper notre usine.

Nos assemblées générales se poursuivent tous les jours à 9 heures dans une salle de cinéma proche de notre usine qui a été mise à notre disposition gratuitement par la paroisse de Palente. Elles continuent à être ouvertes à tous et à nous permettre d'être informés régulièrement et de mener notre lutte collectivement.

Comme nous l'avons dit dans LIP-UNITE n° 6, le mouvement de soutien à notre lutte et de protestation contre l'occupation de l'usine par les « forces du désordre », a été très puissant dans les entreprises de Besançon et de la région. Nous avons publié une liste des débrayages de solidarité que nous connaissions à la date du 15 août. Nous avons appris les jours suivants que de nombreux autres débrayages et manifestations avaient eu lieu dans beaucoup d'autres entreprises de notre région, de toute la France et même à l'étranger, en particulier en Suisse, à Lausanne, à Genève, et à la Chaux-de-Fonds où des manifestations ont rassemblé de nombreux travailleurs à l'initiative, bien souvent, de nos camarades de l'horlogerie et de la métallurgie.

C'est notre unité qui a permis une riposte puissante.

A Besançon même, dans plusieurs entreprises la grève s'est poursuivie au-delà des débrayages du 14 août.

— A la S. N. C. F., où les gendarmes mobiles ont lancé en passant des grenades contre le personnel d'un dépôt, pourtant fort éloigné de l'usine, nos camarades cheminots ont fait une grève totale de 26 heures.

— A la Rhodia, où nos camarades ont fait grève du 14 août de 6 heures du matin au 15 août, à 4 heures, de nouveaux débrayages ont eu lieu le 16 août.

Nos camarades des municipaux ont prolongé leur mouvement durant trois jours, tout en assurant l'enlèvement des ordures, volontairement, en le signalant sur leurs camions.

— Aux P. T. T. où certains de nos camarades avaient débrayé dès le 14, toutes les catégories ont fait grève dans l'unité le 16 durant 24 h.

— Aux Compteurs Schlumberger où le personnel n'était rentré de vacances que la veille, nos camarades ont fait grève pour nous soutenir pour la troisième fois dès le 14 et ensuite le 16.

Mais ces informations sur le mouvement de soutien, même sur notre région, sont incomplètes.

Nous profitons de cette occasion pour demander aux travailleurs des entreprises qui nous soutiennent de nous faire connaître leurs initiatives de soutien. A notre tour nous pourrons les faire connaître le plus largement possible et cela augmentera notre rapport de force dans la période actuelle.

C'est la puissance de ce mouvement de solidarité qui explique l'ampleur et la force du meeting qui s'est tenu jeudi 16 août au Palais des Sports de Besançon avec la participation côte à côte des secrétaires généraux de la C.G.T., de la C.F.D.T., Georges Séguy et Edmond Maire. En plein mois d'août le Palais des Sports était archi-comble et il y avait foule dans les escaliers, dans le hall et à l'extérieur. La quasi-totalité des entreprises de Besançon était représentée, y compris les entreprises où il n'y a pas de syndicat.

De nombreux journaux ont fait remarquer que c'était le premier meeting commun, sur les lieux d'un conflit, des deux secrétaires généraux de la C.G.T. et de la C.F.D.T.

Nous, travailleurs de chez LIP, nous pouvons dire aujourd'hui que c'est notre unité que nous avons toujours su préserver et renforcer au cours des luttes passées comme au cours de la lutte actuelle qui a permis ce puissant meeting unitaire.

Nous avons maintenu l'organisation collective de notre lutte.

Dès le 16 août, nous avons relevé le défi des pouvoirs publics et du patronat en nous installant dans un bâtiment du quartier de Palente à 500 mètres environ de l'usine occupée et qui a été mis à notre disposition par la municipalité, comme un nouveau geste de soutien.

C'est un gymnase du groupe scolaire Jean-Zay. Nous l'avons baptisé « nouvelle usine LIP-Jean-Zay » car nous pensons que l'usine est là où sont les travailleurs.

C'est dans ce bâtiment que nous avons réinstallé les commissions qui nous permettent de gérer collectivement notre lutte. C'est là aussi que nous accueillons les délégations, les visiteurs qui viennent nous apporter leur soutien.

Nous savons que la force de notre mouvement repose sur notre participation active à la lutte et sur la gestion collective de cette lutte que permettent nos commissions. En nous chassant de l'usine par la force, les pouvoirs publics et le patronat cherchaient non seulement à faire respecter la loi, mais à détruire l'organisation collective de notre lutte, la démanteler ! Décidément ce sont des obsédés du démantèlement ! Mais en quelques jours nous avons pu remettre en route la plupart des commissions et préserver le caractère collectif et unitaire de notre mouvement.

Par exemple, la commission restaurant, dès lundi dernier, grâce en particulier à la solidarité des fournisseurs s'est remise à fonctionner avec l'ancien personnel Borel qui est resté avec nous. La commission popularisation a repris et développe encore ses activités par de nouvelles initiatives.

Le piège : le pouvoir cherche à nous attirer sur son terrain.

En faisant occuper notre usine par les forces du désordre, les pouvoirs publics et le patronat ne cherchaient pas seulement à désorganiser notre lutte, à nous diviser, à nous démoraliser, à nous éparpiller. Ils cherchaient aussi à faire dévier notre lutte du terrain et des formes de lutte que nous avons choisis. Notre terrain de lutte, c'est la popularisation et la solidarité active des travailleurs et de la population, contre le démantèlement et les licenciements et pour la défense des avantages acquis. Ce que les pouvoirs publics et le patronat cherchent, c'est à nous provoquer, nous les travailleurs de LIP et toute la population bisontine, et à nous pousser à venir combattre sur un terrain choisi par eux : le terrain des affrontements, du grenadage, des voitures brûlées, des arrestations.

Declaration des travailleurs de Lip aux travailleurs des entreprises sous-traitantes et fournisseurs.

Depuis le début de la crise nous sommes conscients que de nombreux travailleurs des entreprises sous-traitantes ou fournisseurs de LIP subissent les conséquences de cette crise : diminution d'horaires, suppression de prime, licenciements, etc.

Depuis le début de la crise nous sommes conscients et nous l'avons à plusieurs reprises déclaré, que notre lutte contre le démantèlement sert aussi les intérêts de ces travailleurs.

Mais nous savons aussi que, dans bien des cas, ces travailleurs connaissent des moments difficiles et ne disposent pas des mêmes armes que nous pour défendre leurs intérêts.

C'est dans cet esprit que, dès la rentrée de vacances du personnel, le 31 juillet dernier, nous avons créé une commission qui devait établir des liaisons avec les travailleurs des entreprises sous-traitantes et fournisseurs et examiner avec eux les moyens les plus efficaces de défendre nos intérêts communs.

Les événements qui se sont succédé, puis l'occupation de l'usine ont retardé le travail de cette commission. Maintenant que nous avons pu rétablir et renforcer l'organisation collective de notre lutte à Jean-Zay, nous réaffirmons notre volonté de lutter en commun pour la défense de nos intérêts communs avec les travailleurs des entreprises sous-traitantes et fournisseurs, et nous appelons ces travailleurs à prendre contact avec nous pour organiser, dans les plus brefs délais, une réunion de travail où nous examinerons ensemble les meilleurs moyens de défendre nos intérêts communs et les mesures de solidarité urgentes qui pourront être nécessaires.

23 août 1973

Pour prendre contact avec nous on peut s'adresser à l'U.D.-C.G.T. 11, rue Battant ou à l'U.L.-C.F.D.T. 3, rue Champrond à Besançon, qui transmettront, ou directement à l'usine LIP-Jean-Zay à Palente (commission sous-traitants).

Pour recevoir ce bulletin, prière d'envoyer des timbres à 0,50 F à l'adresse suivante : LIP (Commission de popularisation), U. D. C. G. T., 11, rue Battant, 25 - BESANÇON ou U. L. C. F. D. T., 3, rue Champrond, 25 - BESANÇON.

En nous attirant sur ce terrain les pouvoirs publics et le patronat espèrent nous diviser entre partisans et adversaires de ces affrontements et diviser de la même manière ceux qui nous soutiennent.

Ce qui s'est passé à Palente, le soir.

Que s'est-il passé le soir à Palente durant la semaine écoulée ?
L'occupation de notre usine représente pour la grande majorité des travailleurs bisontins et de la population de notre région une provocation permanente qui soulève l'indignation. Des centaines et parfois des milliers d'habitants de la ville et de la région montent le soir au quartier de Palente.
Il y a bien sûr des curieux parmi eux. Mais pour la grande majorité d'entre eux qui n'ont pas l'intention de se bagarrer, c'est d'abord une manière de manifester leur réprobation et leur solidarité avec notre lutte.
Les gendarmes mobiles et les C.R.S. qui demeurent dans la journée tout près de l'usine, se déploient le soir dans tout le quartier et cherchent à prendre à revers de préférence par petits paquets les gens qui sont montés à Palente.
Des pierres et des grenades sont lancées de part et d'autre, de nombreux matraquages soulèvent l'indignation des témoins qu'ils soient dans la rue ou aux fenêtres, (quand on veut bien les leur laisser ouvrir).
Des chapelets de grenades sont lancés dans les fenêtres, dans les cages d'escalier et provoquent souvent des dégâts considérables.
Des C.R.S. en civil mêlés à la population ceinturent un certain nombre de personnes au moment où les gens reculent devant les charges.
Dans l'enchaînement des événements, les gens qui sont montés sans intention de se bagarrer lancent des pierres. D'autres qui se sont trouvés désarmés devant les violences des nuits précédentes sont revenus avec des frondes et des bouteilles et le désir de se venger. Qui sont ces gens pris dans cet engrenage de la violence et de la répression à Palente ?
Du 14 au 21 août on peut estimer que 100 à 150 personnes ont été ceinturées et matraquées par les forces du désordre au quartier de Palente. La quasi-totalité de ces personnes sont des travailleurs de la région. Par exemple durant la nuit du 18 au 19 août sur une vingtaine de personnes ceinturées et matraquées par les forces du désordre et gardées dans l'usine LIP, il y avait des travailleurs de LIP, de la Rhodia, des hospitaliers, des cheminots, des habitants du quartier pris sur le pas de leur porte, une mère de famille, un couple de fiancés, et comme « éléments extérieurs », un professeur de Seine-et-Marne et un étudiant parisien en vacances chez ses parents à Besançon.
Les condamnations au tribunal confirment d'ailleurs que les gens qui montaient ces jours derniers à Palente étaient dans leur quasi-totalité des travailleurs de Besançon.
A la date du 21 août, le tribunal de flagrant délit de Besançon a prononcé 31 condamnations allant de 10 jours à 6 mois de prison ! Les uniques témoins à charge sont des C.R.S. qui parfois témoignent — par procuration !... — contre des inculpés pris à des endroits différents. Les inculpés sont domiciliés à Besançon sauf un, et sont à 90 % des travailleurs des différentes entreprises bisontines. Leur âge s'étend de 19 à 45 ans.
Il est sûr qu'un certain nombre de jeunes gens sont venus à Besançon quand l'usine a été occupée en pensant qu'ils pourraient nous témoigner leur solidarité en participant aux heurts.
Mais il est sûr aussi qu'à la date du 22 août, ils ne constituent qu'une infime minorité et que de l'avis général ils ne sont pas les responsables des affrontements. Même s'ils n'étaient pas venus, les affrontements auraient eu lieu. C'est la provocation que constitue l'occupation de notre usine qui est responsable des affrontements.

Comment nous déjouons le piège.

Dès le jour de l'occupation de l'usine nous avons affirmé que nous ne nous laisserions pas entraîner sur le terrain de lutte qu'on cherchait à nous imposer.
Dès le 14 août au soir, certains de nos délégués sont montés à Palente, aux endroits où se produisaient les heurts et ont rappelé à tous ceux que l'indignation avait fait venir et qui cherchaient à nous soutenir, que notre lutte principale se déroulait sur un terrain bien plus favorable, choisi par nous, et sur lequel les pouvoirs publics et le patronat ne sont pas en position de force : le terrain de la popularisation et de la solidarité ouvrière, que notre unité chez LIP permet de développer toujours plus pour obtenir un succès dans une lutte qui sera utile à l'ensemble des travailleurs.
Cette position depuis le 14 août, nous n'avons cessé de la réaffirmer collectivement jour après jour.
Mais nous ne pouvions pas nous désintéresser de ce qui se passe à Palente, de ceux qui s'y font ceinturer et matraquer, voire condamner. Même si nous pensons qu'ils viennent sur un mauvais terrain de lutte, nous savons que la quasi-totalité de ces gens sont des travailleurs comme nous ou d'autres personnes qui cherchent à défendre notre juste cause.
Les ignorer, les rejeter, ce serait d'ailleurs la meilleure façon de les empêcher de nous entendre quand nous leur expliquons notre manière de voir la lutte. Les ignorer, ou les dénoncer purement et simplement, ce serait un moyen supplémentaire d'alimenter les incidents dont les pouvoirs publics et le patronat cherchent à se servir.
C'est pourquoi dès le 19 août, nous avons créé une commission « LIP antirépression » qui cherche à informer les gens sur leurs droits, face à la répression, qui s'efforce d'assurer leur défense par l'assistance d'avocats, qui examine les cas sociaux (pères de famille condamnés, travailleurs licenciés à la suite de leur arrestation, etc.).
Cette commission LIP recueille aussi un maximum de témoignages sur les violences exercées par les forces du désordre à Palente et appuie les initiatives des habitants de ce quartier qui cherchent à défendre leurs droits et à obtenir réparation pour les dommages causés aux habitations.
Depuis 2 ou 3 jours, il semble que notre position a permis de désamorcer en grande partie le piège qui nous était tendu. En ce moment, nuit après nuit, les heurts et les violences à Palente sont en voie de disparition.

C'est le soutien actif des travailleurs qui imposera de véritables négociations.

De plus en plus, une semaine après l'occupation de l'usine, nous sommes en mesure de concentrer tous nos efforts sur notre terrain de lutte, celui où le rapport de force nous est le plus favorable.
Et tout particulièrement dans un moment où les pouvoirs publics cherchent à donner l'impression qu'ils ont des solutions pour le conflit LIP, que la véritable négociation est enfin engagée, et cherchent ainsi à démobiliser les innombrables travailleurs qui nous soutiennent, nous avons besoin du soutien vigilant de tous.
A ce jour, la véritable négociation que nous réclamons n'est pas encore engagée et ce n'est qu'en développant encore le mouvement de popularisation et de soutien actif, que la véritable négociation pourra être imposée et qu'un succès utile à tout le mouvement ouvrier pourra être obtenu ici, à Besançon. Besançon, 23 août 1973

L'ACTIVITÉ DANS L'USINE

COMMISSION POPULARISATION

Une nouvelle arme : notre film.

— Un film tourné en 16 mm sonore (son optique) d'une durée de 50 minutes environ expliquera clairement les motifs de notre lutte, les formes d'action adaptées à chaque situation et reflète avec force le caractère unitaire et collectif de notre action contre les démantèlements et les licenciements.
— Ce film représente un instrument d'une efficacité exceptionnelle.
Trois axes de diffusion sont prévus :
— utilisation permanente à LIP - Jean-Zay ;
— projection effectuée par des équipes LIP lors de leurs déplacements ;
— projections organisées par le soin des sections d'entreprises, U.L., U.D., U.R. et autres organisations. Ces organisations pourront commander et payer directement un certain nombre de copies.
Pour les renseignements écrire à : LIP - Jean-Zay. Commission Popularisation. 25000 Besançon.
Des équipes LIP continuent à sillonner la France. La semaine prochaine des délégations sont prévues notamment à Toulouse du 24 au 27 août ; Epernay les 24 et 25 août ; Sochaux les 27 et 28 août ; Dunkerque le 30 août ; Zurich le 31 août ; Clermont-Ferrand le 29 août.
Pour participer à cette popularisation, prendre contact avec les U.L. et U.D. C.G.T. et C.F.D.T. de ces régions.
Cette fin de semaine, 4 cars se rendent au Larzac pour témoigner de notre solidarité aux paysans en lutte contre le démantèlement de leurs terres.

REPRODUCTION DE LIP-UNITE

Pour augmenter la diffusion de LIP-UNITE de nombreuses sections syndicales, U.L., divers groupes et organisations reproduisent intégralement LIP-UNITE, au moyen de stencils électroniques et le diffusent dans leurs entreprises ou localités. C'est un excellent moyen de faire connaître plus largement encore le point de vue collectif des travailleurs de LIP.

PRODUCTION

Les derniers préparatifs s'achèvent pour reprendre l'acitivité.

VENTE

Les derniers préparatifs s'achèvent pour reprendre l'acitivité.

SOLIDARITE

De nombreux amis n'ont pas hésité à faire un long déplacement après l'occupation de l'usine et l'arrêt momentané de la vente des montres pour nous témoigner leur solidarité et apporter leurs encouragements.
Plus que jamais des télégrammes, messages de solidarité, des collectes, des annonces de débrayages et de grèves nous parviennent de toute part. Bientôt le mur sera couvert par autant de messages de soutien qu'à LIP-Palente.

RESTAURANT

Le restaurant a été remis en route au groupe scolaire LANCHY près de la nouvelle usine avec l'ex-personnel Borel qui est resté avec nous. Tous nos fournisseurs continuent à nous livrer comme si de rien n'était. La section C.G.T. de « Rosemont » nous offre de la viande pour 400 repas.

ANIMATION

La fête de samedi 18 et dimanche 19 a été un grand succès : 2.500 personnes y sont venues. De nombreux artistes ont prêté leur concours.

COMMISSION ANTIREPRESSION

Elle se réunit tous les jours à 16 heures dans les sous-sols de l'église Saint-Pie-X, à Palente. Ceux qui ont subi des violences et des dommages, ou leurs familles, sont invités à prendre contact avec la Commission.
A ce jour un mandat a été envoyé à toutes les personnes emprisonnées. La Commission s'efforce aussi de développer une action pour la réintégration des travailleurs licenciés à la suite de leur arrestation.

NEO-TYPO - BESANCON

FAIRE SUIVRE S.V.P.